

INFORMATION

OTTAWA, CANADA K1A 0G5 (613) 992-1573

Immediate release

Ottawa, January 14, 1988

88-03

CA1
FN
-T52

ASSESSMENT OF FREE TRADE AGREEMENT FORECASTS
INCOME GAINS, MORE JOBS

The Honourable Michael Wilson, Minister of Finance, today issued a study analyzing the benefits that can be expected from implementing the Canada-United States Free Trade Agreement.

The study reviews the nature and sources of the gains from free trade, examines existing barriers to Canada-U.S. trade, and presents findings on the economic benefits that will result from bilateral trade liberalization.

Mr. Wilson said the Agreement will promote the government's goal of revitalizing the Canadian economy and creating more productive and higher quality jobs for Canadians.

The Minister said: "Canadians will enjoy more jobs, higher wages and improved standards of living." He added: "A stronger and more productive economy will allow us to better support our social programs and further advance our cultural identity."

Among the study's main findings:

- real income will be raised by at least 2.5 per cent in the long term -- a permanent increase of \$450 annually for each Canadian, or \$1,800 for a family of four;
- at least 120,000 net new jobs will be created over the first five years of the Agreement to 1993.

A summary of the study's main points is attached.

Canada

3 1761 11557078 0

**Main Points in the Department of Finance Analysis
of the Economic Benefits from the
Canada-U.S. Free Trade Agreement**

Over the long term, real income gains will reach at least 2.5 per cent -- about \$12 billion a year in today's dollars, or an extra \$450 in real purchasing power for each Canadian every year.

Consumer goods will be available at lower prices, Canadian workers will enjoy higher real wages, and Canadian producers will become more competitive due to economies of scale and lower costs of intermediate products imported from the U.S.

The estimate of a 2.5-per-cent gain in real income likely understates the eventual benefits, since it does not take into account other benefits that are hard to quantify: freer trade in services, easier cross-border movement of investment capital, a reduction in uncertainty due to more secure access to the U.S. market, and a more flexible and innovative economy.

The view that the Free Trade Agreement will generate substantial economic benefits is supported by other Canadian studies, by the experience of other free trade arrangements around the world and by Canada's own experience with trade liberalization.

The economic gains will be evenly distributed among all regions of the country, and all broadly defined industrial sectors will benefit.

Economic benefits will start to be felt shortly after the first tariff cuts on January 1, 1989: consumer prices will be lower, increasing the purchasing power of households and stimulating consumer sales; investment will expand to allow firms to take advantage of their more secure access to the huge U.S. market; these developments in turn will result in stronger economic growth and more new jobs.

Over the government's medium-term fiscal planning horizon, an estimated 120,000 net new jobs will be created by 1993, only five years into the phasing in of the Agreement. And the extent of the job gains will increase as the Agreement becomes fully implemented, as other studies indicate. Moreover, by providing more secure access to the U.S. market, the Agreement will help to maintain existing jobs: illustrative scenarios suggest that 75,000 or more jobs could be lost by the mid-1990s in the event of increased U.S. protectionism without more secure access to the U.S. market.

The economy will have little difficulty in making the adjustments required to prosper from free trade over the 10-year implementation period for the Agreement. The economy has shown considerable flexibility and adaptability in the past in coping with similar changes. It is currently well positioned to take advantage of the new opportunities and to adjust quickly, and extensive programs are in place to help business and workers handle the adjustment to free trade. Furthermore, the adjustment requirements will be small: free trade will lead to about 25,000 workers per year, on average, changing their jobs during the transition period -- a small fraction of the more than four million workers who normally change jobs annually in Canada.

ménages et stimulant les ventes à la consommation; l'investissement augmentera, permettant ainsi aux entreprises de tirer parti d'un accès plus sûr à l'immense marché américain; à son tour, cette évolution engendrera une croissance économique plus vigoureuse et davantage de nouveaux emplois.

Sur l'horizon de planification financière à moyen terme du gouvernement, quelque 120,000 nouveaux emplois nets seront créés d'ici 1993, cinq ans seulement après l'instauration progressive de l'accord, selon les estimations. Et les gains d'emploi s'accroîtront lorsque l'accord aura été entièrement mis en application, ainsi que l'indiquent d'autres études. En outre, en assurant un accès plus sûr au marché américain, l'accord aidera à conserver les emplois existants: des scénarios hypothétiques indiquent que 75,000 emplois ou plus pourraient être perdus d'ici le milieu des années 90 dans l'éventualité de protectionnisme accru aux États-Unis sans un accès plus sûr à ce marché.

L'économie éprouvera peu de difficulté à effectuer les rajustements requis au cours des 10 années d'instauration de l'accord pour lui permettre de bénéficier du libre-échange. L'économie a fait preuve de souplesse et d'adaptabilité considérables au cours de situations semblables par le passé. Elle est présentement en situation avantageuse pour tirer parti des nouvelles possibilités et s'adapter rapidement, et d'importants programmes sont en place pour aider les entreprises et les travailleurs à s'adapter au contexte du libre-échange. En outre, les besoins d'adaptation seront peu importants: le libre-échange amènera quelque 25,000 travailleurs par an, en moyenne, à changer d'emploi durant la transition -- une fraction infime des quatre

millions et plus de travailleurs qui changent normalement d'emploi chaque année au Canada.

Principaux points de l'analyse du ministère des Finances
des avantages économiques de
l'accord de libre-échange Canada-États-Unis

Les gains de revenu réel progresseront d'au moins 2.5 pour cent à long terme -- environ \$12 milliards par an, en dollars courants, soit une hausse du pouvoir d'achat réel de \$450 par an pour chaque Canadien. Les biens de consommation pourront être obtenus à meilleur marché. Les travailleurs canadiens bénéficieront de salaires réels plus élevés et les producteurs canadiens deviendront plus compétitifs en raison des économies d'échelle et des coûts moins élevés des produits intermédiaires importés des États-Unis.

L'estimation de gain de l'ordre de 2.5 pour cent du revenu réel sous-estime vraisemblablement les avantages éventuels, puisqu'elle ne tient pas compte des autres avantages qui sont difficiles à quantifier: libéralisation des échanges dans le secteur des services, mouvements transfrontaliers de capitaux d'investissement plus faciles, réduction des incertitudes grâce à un accès plus sûr au marché américain, et économie plus souple et innovatrice.

Le point de vue selon lequel l'accord de libre-échange engendrera des avantages économiques considérables est soutenu par d'autres études canadiennes, l'expérience d'autres arrangements de libre-échange dans le monde, ainsi que l'expérience canadienne en matière de libéralisation des échanges.

Les avantages économiques seront répartis de façon égale dans toutes les régions du Canada et tous les secteurs largement définis bénéficieront.

Les avantages économiques commenceront à se faire sentir tôt après les premières réductions tarifaires le 1^{er} janvier 1989: les prix à la consommation seront moins élevés, augmentant ainsi le pouvoir d'achat des



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115570780>

INFORMATION

OTTAWA, CANADA K1A 0G5 (613) 992-1573

Publication immédiate

Ottawa, le 14 janvier 1988 88-03

L'ÉVALUATION DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE PRÉVOIT DES GAINS ÉCONOMIQUES ET D'AVANTAGE D'EMPLOIS

Le ministre des Finances, l'honorable Michael Wilson, a publié aujourd'hui une étude analysant les avantages qui peuvent être attendus de la mise en oeuvre de l'accord de libre-échange Canada-États-Unis.

Le document examine la nature et les sources des gains découlant d'un libre-échange, ainsi que les obstacles actuels au commerce canado-américain, et présente des conclusions portant sur les avantages économiques qui découleront d'une libéralisation du commerce bilatéral.

M. Wilson a déclaré que l'accord servira les objectifs de renforcement de l'économie canadienne et de création d'emplois plus productifs et de meilleure qualité pour les Canadiens que s'est fixé le gouvernement.

Le ministre a précisé: « Les Canadiens bénéficieront d'un plus grand nombre d'emplois, de revenus accrus et d'un niveau de vie amélioré. » Il a ajouté: « Une économie plus forte et plus productive nous permettra de mieux soutenir nos programmes sociaux et de promouvoir davantage notre identité culturelle. » Parmi les principales conclusions de l'étude:

- le revenu réel augmentera d'au moins 2.5 pour cent à long terme -- une augmentation permanente de \$450 par an pour chaque Canadien, soit \$1,800 pour une famille comptant quatre personnes;
- au moins 120,000 nouveaux emplois nets seront créés au cours des cinq premières années de l'accord (d'ici 1993).

Un résumé des faits saillants de cette étude est en annexe.